

École, armée, police... Quand la France fait fabriquer ses uniformes à l'étranger

Par **Stéphane Kovacs**

Publié le 12/04/2024



«Les vêtements de nos militaires et forces de l'ordre ne comportent aucune mention d'origine sur leurs étiquettes», s'étonne Antoine Vermorel-Marques. *Bumble Dee / stock.adobe.com*

Payés sur fonds publics pour la grande majorité d'entre eux, ils sont quasi-systématiquement fabriqués en dehors de l'Union européenne, où leurs coûts de production sont plus attractifs.

Il a eu beau scruter les étiquettes des uniformes des gendarmes ou des policiers, décortiquer celles des tenues scolaires expérimentées dans certaines communes, il a eu bien du mal à trouver du «*Made in France*». «*Mais où donc sont fabriqués nos uniformes, payés sur fonds publics?*», s'interroge le député LR de la Loire, Antoine Vermorel-Marques. *C'est très bien de faire porter des uniformes à nos enfants. À condition qu'on ne les habille pas Made in China!*». Après avoir bataillé récemment contre la fast fashion, la mode éphémère, l'élu s'apprête à déposer une

proposition de loi visant à imposer une préférence communautaire et française dans l'achat d'uniformes.

À lire aussi Antoine Vermorel-Marques : « Fabriquer nos uniformes en France est un enjeu de souveraineté »

«Aujourd'hui, il n'existe aucune obligation d'afficher la provenance d'un produit textile, ce qui rend d'autant plus difficile la traçabilité d'un vêtement, fait remarquer Antoine Vermorel-Marques. Les vêtements de nos militaires et forces de l'ordre ne comportent aucune mention d'origine sur leurs étiquettes. De même, l'Union des groupements d'achats publics, où s'approvisionnent les collectivités, ne fournit aucune information sur l'origine des vêtements de la police municipale. J'ai commencé par examiner les uniformes scolaires. Puis ceux de nos policiers et gendarmes. Mais quand on déroule la pelote, on s'aperçoit que quasiment rien n'est produit en France!».

«A quels prix humain et écologique?»

«Les uniformes de nos enfants ont-ils été fabriqués par des enfants?»: à Puteaux, dans les Hauts-de-Seine, alors que trois établissements scolaires ont inauguré leurs uniformes fin mars, l'opposition s'est empressée d'en dénoncer la provenance. Les étiquettes mentionnent une fabrication au Bangladesh et au Pakistan... *«La mairie de Puteaux se targue d'avoir opté pour une tenue ne dépassant pas les 200 euros par enfant fixé comme limite par le gouvernement. Mais à quels prix humain et écologique?»*, s'est ainsi indigné dans un communiqué Francis Poézévara, conseiller municipal Génération.s de Puteaux.

Mais ces étiquettes *«Made in Bangladesh»* ou *«Pakistan»*, les parents les ont retrouvées dans bien d'autres communes. À Béziers par exemple. *«Qu'on m'explique comment faire autrement avec 200 euros pour cinq polos, deux pulls et deux pantalons par enfant!*, s'exclame le maire, Robert Ménard. *On est allé au plus vite et au plus simple. On a pris un fournisseur biterrois, qui a deux grossistes européens, l'un en France, l'autre en Grande-Bretagne. La seule chose dont on s'est assuré, c'est qu'ils étaient bien signataires des chartes éthiques, sociales et environnementales. Et le blason au nom de l'école, lui, est tissé en France, dans l'Hérault».*

En Auvergne-Rhône-Alpes, *«on est les seuls à fournir une tenue 100% tissée et confectionnée dans la région, se félicite-t-on au Conseil régional. Certes, on va la payer environ 20% plus cher, mais on n'a aucun problème avec cela: fabriquer chez nous, c'est bon pour l'environnement, l'emploi, le pouvoir d'achat de nos familles. Ces tenues de meilleure qualité vont durer davantage dans le temps».*

«Retrouver plus de souveraineté»

Fournisseur du ministère de la Défense depuis 2011 puis du ministère de l'Intérieur depuis 2018, Paul Boyé technologies vient de perdre l'énorme marché de l'équipement des gendarmes et des policiers. Au profit d'un groupement de trois sociétés, dont l'une française, Marck & Balsan. *«Ils ne vont rien produire en France! Mes 50*

fournisseurs, qui ont fait un recours avec moi, sont horrifiés», s'écrit Jacques Boyé, le PDG de Paul Boyé technologies. Directeur général du groupe Marck & Balsan, qui détient 6 unités de production en France, Laurent Marck ne s'en cache pas: «On a aussi une usine en Tunisie, et on va y produire 90% de nos articles pour le marché Police-Gendarmerie, explique-t-il. En revanche, si j'ai perdu un autre appel d'offres, sur les uniformes de défilé de l'armée française, c'est parce que nous avons fait un prix «fabrication française» pour produire dans nos usines françaises».

«La quasi-totalité des achats de l'État en textile sont aujourd'hui faits en délocalisés, détaille Laurent Marck. Ça a commencé dans les années 1990, avec les accords du GATT, puis la déréglementation du textile. Il faut que l'État modifie les règles pour retrouver plus de souveraineté dans la commande publique. Le textile est stratégique aussi: souvenons-nous des masques! On a été trop loin, et une industrie textile, ça ne se reconstruit pas en six mois...»

Depuis 2020, les marchés inférieurs à 40 000 euros HT peuvent être passés selon une procédure «*allégée*» (dispense de mesures formelles de publicité et de mise en concurrence). «*Au-delà, le code de la commande publique interdit les critères géographiques, et donc de favoriser le 'Fabriqué en France'!*, indique Stéphane Peron, délégué général de la Facim, la Fédération nationale des fabricants de fournitures administratives civiles et militaires, qui rassemble une cinquantaine de PME. *Sauf pour des cas particuliers comme les 'treillis' militaires achetés avec des 'marchés de défense ou de sécurité', qui autorisent la mise en œuvre de la préférence européenne. Ils sont ainsi confectionnés en Europe, avec un tissu bariolé non-feu très technique, fabriqué en France».* La Facim «*travaille actuellement avec les donneurs d'ordre, poursuit-il, à définir des critères sociaux et environnementaux dans le cadre de la loi AGEC. Nous sommes plutôt avancés dans le domaine RSE, et cela pourrait faire pencher la balance en faveur des Européens, voire des Français. Même si le critère prix reste malheureusement prépondérant pour les administrations...»*

A peine 3% des vêtements mis sur le marché

Né, au début de la crise sanitaire du Covid-19, de la mobilisation d'un très grand nombre d'acteurs de la filière textile, le collectif Façon de Faire avait «*réussi, en un temps record, à mettre en place tout un système pour produire 200 millions de masques et 12 millions de surblouses»*, rappelle sa directrice générale, Christelle Sapin-Didelot. Mais, alors que «*2023 a été rythmée par l'annonce de faillites successives»*, où est passée la volonté de l'exécutif de faire de ce secteur un symbole de la «*souveraineté industrielle*» à rebâtir?, s'interrogent ses représentants. «*Aujourd'hui, dans la filière textile, le Made in France représente à peine 3% des vêtements mis sur le marché...»*, note Guillaume Gibault, fondateur du [Slip Français](#).

«*Évidemment, quand on a entendu ce sujet des tenues scolaires, on a créé un groupe de travail dédié aux commandes publiques, qui pourrait être appliqué à tous les uniformes*, détaille Christelle Sapin-Didelot. *On réfléchit à un modèle*

vertueux qui puisse permettre au fabricant français de se positionner tout en respectant la législation. Un nouveau modèle totalement circulaire depuis la conception jusqu'à la gestion de la vie des produits dans le temps, pour assurer leur durabilité et leur réemploi. Nous demandons une hausse significative, dans la pondération des critères d'achat, des critères RSE. Actuellement, ils ne dépassent jamais 20%: c'est tellement le prix qui est mis en avant que cela empêche de penser à la qualité! Il n'y a donc aucune chance de favoriser des productions locales et vertueuses».

Sollicités par le Ministère de l'Éducation Nationale dans l'élaboration des vêtements proposés aux collectivités territoriales, les marques 1083 et Le Slip Français se sont associées pour créer *Uniforme made in France*. Mais attendent toujours les commandes... «*On a prévu des tailles ajustables, des tissus non froissables*, raconte Guillaume Gibault. *On attendait que le gouvernement centralise les commandes, comme il l'avait fait pour les masques. S'il s'était engagé sur 50.000 trousseaux, ça aurait fait vivre le sujet et créé de l'emploi! Ça pénalise une industrie en pleine reconstruction, fragilisée par l'inflation des matières premières et des prix de l'énergie...»*

À la Mairie de Puteaux, «*on aurait aussi préféré que le gouvernement créé une centrale d'achat!*». «*L'aspect RSE pour nous c'était le premier critère, et dans le mémoire technique de l'entreprise qui a remporté notre premier appel d'offres, il n'y avait jamais écrit 'Bangladesh' ou 'Pakistan'!*, déplore-t-on. *C'est pour cela qu'on demande des pénalités*». Le second appel d'offres, c'est le Slip Français qui l'a remporté: la marque «*100% made in France*» s'apprête à signer pour la fourniture de quelque 900 blouses destinées aux écoles maternelles.